

## **CITOYENNETÉ ET CRISE DE LA DÉMOCRATIE<sup>1</sup> :**

### **1. PRÉMICES D'UNE RÉFLEXION : CITOYENNETÉ ET ÉTAT**

**Anne-Marie Andrusyszyn**

---

La citoyenneté active et participative est-elle devenue inopérante ?

Le désinvestissement à la participation démocratique d'un nombre important de citoyens nous amène à poser la question du « comment en est-on arrivé là » ?

Le désintérêt de la chose publique, la chute de la participation aux élections, la désillusion du principe démocratique, le retrait face au militantisme, le déni des représentants politiques,... Tant d'indicateurs qui signalent un retrait important de la participation à la démocratie.

La citoyenneté moderne serait-elle synonyme de dé-participation et de dé-responsabilité ?

À première vue, elle s'inscrit de plus en plus dans un processus individualiste, un repli sur soi qui s'accroît d'année en année, perdant progressivement ses repères avec l'État-Nation.

À qui la faute ?

La citoyenneté est d'abord un concept qui s'inscrit dans une territorialité et dans un processus de droits, par extension elle s'inscrit dans l'élaboration de ces droits et de leur contrôle. Elle est également un lien social et politique. Plus un état est démocratique, plus la citoyenneté participative est importante.

Elle a souvent été liée à l'émergence des révolutions, par exemple la Révolution française, et s'est construite une identité de moteur de changement, de construction sociale, veillant aux dérapages possibles des élus et de leur groupe.

La mondialisation des espaces économiques et juridiques a fragilisé cette citoyenneté active. Il est vrai qu'un cadre de référence plus restreint comme le quartier, la ville ou l'État est plus aisé pour sa réalisation.

---

<sup>1</sup> Cette note est la première d'une série de 3 notes consacrées à la citoyenneté et à la crise de la démocratie. Les 2 autres seront publiées en 2015.

L'éclatement des frontières territoriales rendant l'espace politique et juridique à l'échelle de plusieurs nations pour l'Europe ou mondial pour les pouvoirs économiques, a distancé le peuple, acteur suprême de la démocratie, de ses représentants et des processus de contrôle et de décision. L'éloignement entre le dire et le faire des représentants politiques, accentue aussi ce retrait d'une illusoire possibilité de s'investir.

Que ce soient le traité transatlantique, les gestions économiques et sociales des gouvernements, les bureaucratisations des institutions d'aide publique, tout cela prouve aux citoyens, combien la question du bien-être du peuple est réellement peu prise en compte, si ce n'est dans la surenchère des discours.

La soumission des politiques aux pouvoirs occultes de certains économistes et leaders de la finance, a refroidi les peuples dans leur capacité de participation aux sphères d'influence et décisionnelle. Tout leur échappe et se complexifie de manière absurde.

L'Etat n'est plus vécu comme un acteur loyal auprès d'une part importante de ses concitoyens puisqu'il continue à augmenter leur insécurité et participe activement au développement de leur précarité pire il justifie « cette violence légitime »<sup>2</sup> pour développer l'instabilité sociale et économique au travers de ses plans d'austérité et de redressement budgétaire.

Ce bafouement des peuples par leurs représentants politiques directs pose la question du contrôle de la démocratie.

L'Etat a un pouvoir supra qui lui permet de discipliner « ardemment » ses citoyens. La mise en œuvre de cette violence légale risque d'inspirer une contre-citoyenneté.

Elle risque aussi de construire les racines d'une participation en réaction aux dispositifs issus de la démocratie. Cela se voit dans les votes ou les adhésions idéologiques aux partis d'extrême droite ou à l'effervescence d'une radicalisation des pôles idéologiques dont la confrontation est le conflit violent.

L'après-guerre 14-18 et ses dispositifs injustes à l'égard du peuple allemand et la crise de 1929 ont fomenté les germes du nazisme et de l'holocauste. Les sans-papier, les musulmans, les citoyens résistants d'aujourd'hui seront-ils les juifs, les tziganes, les communistes d'hier ?

Comment nos responsables politiques après tant d'années d'analyses, d'études, de réflexions en tout genre sur ces questions reproduisent-ils avec autant d'enthousiasme les erreurs de l'histoire et leurs désastres ?

Comment se peut-il que cet aveuglement soit aussi fort même et surtout au sein de certaines composantes progressistes ?

Le retrait de la citoyenneté – participative serait-il ce désespoir face à l'absurdité politique ?

Le nationalisme identitaire, la précarité institutionnalisée, la bureaucratie à outrance, une société sans projet, une société poings et mains liées aux diktats de la finance a jeté en 1939, le monde dans un processus irréversible de guerre et de souffrances.

---

<sup>2</sup> Max Weber

L'Etat peut décider de la guerre comme d'une politique de justice sociale, il peut conduire un projet de société égalitaire pour tous ou décider d'un projet destructeur et insécurisant pour son peuple. L'Etat peut avoir cette intelligence émancipatrice qui libère et protège ses concitoyens des injustices et lui procure un bien être social, mais peut aussi être le fossoyeur de l'espoir et du futur. Aujourd'hui sur quoi reposent ces liens entre Etat et peuple ? Entre volonté émancipatrice et volonté destructrice ?

Comment la citoyenneté participative si elle ne disparaît pas du champ politique, va-t-elle redéfinir ses conduites sociopolitiques et son identité ?

Comment va-t-elle reconquérir son sens premier, à savoir sa fonction démocratique dans les processus décisionnels de la cité et de l'Etat ?

La citoyenneté – active naît dans les débats démocratiques, dans l'aspiration de la raison, dans la volonté d'intégrer la parole des minorités au sein des décisions collectives. Elle confère aux individus des droits et des devoirs. Elle démystifie et désacralise le pouvoir politique comme pôle unique des prises de décision.

La citoyenneté participative ramène le pouvoir à sa fonction de régulateur et non celle de souveraineté absolue. Le pouvoir est et doit rester un outil au service du peuple qui agit et est contrôlé par lui et pour lui.

Quand l'Etat et ses représentants, au nom de décisions collectives et d'un mieux être pour tous, déclament et propagent les termes des marchés, à savoir la compétitivité et l'austérité, qu'ils argumentent pour la soumission aux absurdités bureaucratiques, qu'ils instituent les différences sociales et économiques comme normes naturelles de la vie en société et qu'ils criminalisent la pensée critique. Alors, nous pouvons dire qu'ils bâtissent le futur sur les fondements de la soumission et de l'exploitation du peuple.

L'Etat aujourd'hui trahit ses citoyens, détruit la cohésion sociale, pilier de la force motrice pour le devenir des futures générations.

Les citoyens ont ce sentiment douloureux d'être abandonnés par leurs représentants politiques. Qui peut se soulever contre cette imposante armada d'un projet socio-économique pour et par les riches, pour et par la finance ?

Ce sentiment d'impuissance, développé au sein des populations est la véritable force du libéralisme. Au-delà de ses injonctions économiques et sociales, il a imposé progressivement une culture libérale : « chacun pour soi et l'Etat au service des puissants ».

Le citoyen devient le pion d'un jeu idéologique dont l'Etat et ses institutions organisent celui-ci sur base de règles dictées par les puissants du monde.

L'Etat est reconnu comme une instance de légitimité politique. Cette légitimité lui confère une fonction et cette fonction si elle se veut démocratique doit être avant tout un processus d'engagement des citoyens dans les rouages de l'organisation et du développement de leur société. Comme le disait Aristote, être citoyen c'est exercer une fonction publique, c'est-à-dire exercer une participation active aux assemblées décisionnelles de la gouvernance.

L'idéologie libérale a fait du citoyen – participatif, un citoyen-consumériste. Ce qui change du tout au tout le rapport de celui-ci aux fonctions vitales de la démocratie politique.

L'idéologie libérale tente de faire de l'Etat, un pantin à sa cause, utile et serviable, comme le montre ces dernières années, l'attitude complaisante et complice des Etats face aux puissants.

Cette disparition de l'Etat, agent de mobilisation sociale et citoyenne va poser une question critique : celle du démantèlement de la participation démocratique des citoyens qui annonce la mort de la démocratie politique ?

La difficulté de maintenir une citoyenneté participative, c'est-à-dire – un engagement politique pour la gouvernance des collectivités par les citoyens, va renforcer l'influence sans limite des lobbies, le pédantisme des technocrates, les pôles de décisions satellites et le pouvoir des riches sur les moins riche,...

La société est déjà composée de trois Etats, l'Etat des puissants du monde (multinationales, finances et l'économie mondiale,...soit les 0,003% de l'humanité<sup>3</sup>), l'Etat des politiciens ralliés à la cause des nantis et le Tiers-Etats, vaste communauté de citoyens subissant les décisions des deux autres.

La pyramide des pouvoirs est en place plus que jamais  
Le temps des doléances et des amendements est dépassé.  
Le temps des états – généraux est dépassé.  
Le temps de la confrontation est peut-être arrivé.  
Quel sera le symbole de la citoyenneté-active en 2014 ?  
La Bastille fut celui du peuple français en 1789.  
La Bourse sera peut-être le nôtre !



---

<sup>3</sup> Voir *L'Echo* du 22/11/2014